l'heure et du lieu fixés pour la vente, tel que celui qui se trouve au bas du *triplicata* produit au bas du dossier, et jurant de nouveau et plus en détail la violence du défendeur pour empêcher la vente.

En même temps, les demandeurs firent motion pour produire un rapport de signification de l'avis de vente au défendeur et au gardien dans le délai voulu et pour substituer un autre rapport de *rébellion à justice* alléguant les mêmes faits que le premier, mais d'une manière plus détaillée et plus claire. Cette motion fut renvoyée.

Voici le jugement :

“ La Cour, etc.

“ Considérant que le procès-verbal de saisie et le rapport de l'huissier exploitant en cette cause, ne font pas voir que le défendeur ait été régulièrement averti du jour fixé pour la vente des effets saisis—l'avis qui se trouve au bas du dit procès-verbal, étant d'une date postérieure au procès-verbal lui-même — et que l'huissier exploitant ne peut remédier par un affidavit à cette irrégularité ni contredire son procès-verbal ;

“ Considérant que le dit rapport de l'huissier ne fait pas suffisamment apparaître la résistance personnelle du défendeur, le dit huissier déclarant n'avoir vu personne au domicile du défendeur ;

“ Rejette la requête pour contrainte par corps faite en cette cause par les demandeurs avec dépens.”

F. X. Gosselin, procureur des requérants.

J. A. Sagné, procureur du défendeur et du gardien.

(F. X. G.)

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE.

FRANCE, décembre 1885.

GUICHARD V. LEPROU.

Refus de prêter serment—Juré—Prison préventive—Dommages.

JUGÉ :—*Qu'une personne appelée à prêter serment en cour afin de servir comme juré dans une poursuite criminelle, et qui refuse sous prétexte qu'il ne croit pas en Dieu, est responsable civilement des dommages que peut souffrir l'accusé par suite de la remise du procès par la faute de ce refus de prêter le serment requis.*

Le 22 mars 1882, le sieur Leprou avait été désigné par le sort pour faire partie du jury qui était appelé à prononcer sur l'accusation portée contre le nommé Guichard devant la cour d'assises de la Seine.

Le président l'ayant invité à prêter le serment déterminé par l'article 312 du code d'instruction criminelle, il s'y refusa en déclarant qu'il ne croyait pas à l'existence de Dieu.

En présence de son refus, la Cour avait renvoyé l'affaire à une session ultérieure. Sur les réquisitions du ministère public, la Cour rendit un arrêt qui condamnait Leprou à payer à Guichard la somme de 300 fr. à titre de dommages intérêts et à supporter les frais occasionnés par le renvoi de l'affaire à une autre session.

Leprou s'étant pourvu contre cet arrêt, en obtint la cassation, sur le motif, qu'en prononçant contre le sieur Leprou une condamnation à des dommages-intérêts, la Cour avait formellement méconnu les règles de sa compétence et violé, pour les avoir fausement appliqués, les articles 51 du code pénal, 358, 359 et 366 du code d'instruction criminelle.

Guichard intenta alors une action devant le Tribunal civil de la Seine en invoquant l'article 1382 du Code civil.

Le Tribunal a rendu le jugement suivant :

“ Attendu qu'en n'obéissant pas à une prescription de la loi qui doit être observée à peine de nullité, Leprou a commis une faute qui a eu pour résultat de prolonger la détention préventive de Guichard, et qui rentre dès lors dans les prévisions de l'article 1382 du Code civil ;

“ Attendu qu'il est vainement opposé par Leprou que l'affaire aurait pu être renvoyée à un autre jour de la même session, de telle sorte que la nouvelle détention préventive imposée à Guichard proviendrait de la décision de la Cour, et non de son propre fait ;

“ Qu'en pareille matière, la Cour d'assises apprécie souverainement la convenance du renvoi à une époque déterminée, et que les raisons d'ordre général qui ont dicté son arrêt échappent à tout contrôle et à toute recherche ;

“ Qu'il suffit, pour que la responsabilité du défendeur soit engagée, que la décision des magistrats ait été rendue nécessaire par un fait qui lui soit personnel ;